

De la pulsion de violence au désir de conflit

Patrick RAYMOND

Dans un tract de novembre/décembre 2019, lors des premiers actes des « Gilets Jaunes », la CGT de Haute-Garonne écrivait, « *La violence, c'est Bernard Arnault qui a gagné 3 millions par heure en 2017 [...] La violence ce sont les lois travail du Medef [...] La violence, ce sont tous les textes régressifs qui font des chômeurs et des précaires, des délinquants potentiels [...] La violence, c'est la justice de classe [...]* ».

On ne sera pas surpris que ce numéro de *Dialogue*, intitulé « Dépasser la violence... Apprendre », offre, en **hors-d'œuvre**, un point de vue sur ce mouvement.

Souvent, dans le domaine du monde de l'éducation en général et dans celui de l'école en particulier, la violence surgit dans l'actualité sous la forme du fait divers.

On a tous encore en mémoire l'image de ce jeune collégien pointant une arme sur sa professeure en octobre 2018. Qui a vu la vidéo aura été étonné par le calme apparent de la collègue. Que ne disait pas l'image sur le contexte de cette scène ? Le but des commentateurs n'était pas de faire un « arrêt sur image » pour une analyse critique du document (ce n'est que plus tard qu'on apprendra que l'arme était factice).

De façon moins « spectaculaire » mais tout autant dramatique, la violence s'invite dans notre quotidien au travers de la question du harcèlement. Harcèlement d'un élève par d'autres élèves... mais, étonnement, jamais celui d'un personnel par sa hiérarchie.

Pour simplifier, la violence, pour les médias à destination du grand public étranger à la chose scolaire, se réduirait à deux cas de figures : la violence des

élèves à l'égard de leurs professeurs, posant la question de la perte de l'autorité ; la violence entre élèves, dans laquelle l'institution scolaire n'aurait d'autres responsabilités que de devoir y mettre un terme ; dans le secondaire, tâche le plus souvent dévolue à la Vie Scolaire.

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de minimiser, encore moins de trouver des excuses à l'acte de ce collégien, évoqué *supra*, mais de voir l'usage qui en est fait. Face à ces situations, la réponse médiatique de l'institution oscille entre deux pôles.

À l'attention de la société, le ministre, le gouvernement, développent une rhétorique autoritaire. On réaffirme la nécessité de rétablir l'autorité par la fermeté des sanctions. Le ministre roule des mécaniques. On menace... y compris les parents de leur supprimer leurs maigres allocations. On va voir ce qu'on va voir ! En effet, on a vu, on voit... jusqu'au prochain fait divers. C'est la phase visible de l'iceberg.

Dans l'institution, à destination des personnels, on rappelle des approches liées aux pratiques de gestion de groupe. On propose des formations pour améliorer le communicationnel verbal et non-verbal ; pour apprendre à prendre du recul, à ne pas vouloir gérer le conflit dans l'instant, à faire verbaliser, etc. Certes la prise en compte sur ce qui se joue dans la communication et les échanges n'est pas inutile. Mais est-ce une réponse suffisante et durable ? Force est de constater que visiblement non.

Le rappel à la règle est nécessaire à chaque instant. Mais celle-ci sera-t-elle construite comme une norme ou imposée d'une façon normalisatrice ? Le résultat ne sera pas le même. Des pratiques, telle que la classe coopérative dans le prolongement



des travaux pionniers de Korczak, montrent que, face aux élèves violents, il est possible de **réguler/instituer**.

La violence à l'école, on s'en doute, a des **causalités multiples**. Le plus souvent s'impose la vision d'une violence extérieure s'introduisant dans l'école : violence sociale, liée aux conditions de vie qui sont faites aux catégories populaires (où on pourrait reparler de violence et de mépris de classe), violence de genre, ou délinquance simple. Mais au cœur de ces causalités, demeure un point aveugle, soigneusement occulté par l'institution elle-même : la question de la violence intrinsèque de l'école. Elle est de deux sortes.

La violence du fait de l'échec, de la sélection, du tri et de l'exclusion. C'est la question des inégalités scolaires qui vont en s'accroissant. Qu'on veut camoufler derrière les concepts fallacieux d'« égalité des chances » ou de « méritocratie ».

Mais aussi, la violence liée à tout acte d'apprendre, si on veut bien considérer qu'apprendre c'est accepter de renoncer à ce qu'on croyait savoir. Là réside sans doute le principal malentendu, cause profonde d'un possible malaise et mal-être.

Le **dépassement** de cette violence d'apprendre ne peut se faire que par des pratiques de construction des savoirs au quotidien des classes. Contre l'« égalité des chances », œuvrer au « droit au savoir » et à l'émancipation est toujours une urgence de civilisation. Cela s'apprend et devrait être au cœur d'une formation professionnelle digne de ce nom. Cependant ne soyons pas naïfs, les pratiques, ateliers, démarches, d'*auto-socio construction* des savoirs que nous

promouvons au Gfen peuvent, sans rassurement et explicitations préalables, s'avérer violemment déstabilisatrices. Ainsi, à l'issue d'un stage de formation organisé par notre mouvement, un participant renvoyant à la face de l'animateur militant, « *Toi, tu nous as montré qu'on était tous des cons !* ». Encore cette enfant profondément perturbée par la disparition des notes décidée par l'équipe des enseignants de l'école persuadés, à juste titre, de porter un projet émancipateur... L'implicite normalisateur peut se cacher aussi dans les bonnes intentions.

Fondamentalement, dépasser la violence passe par la distinction entre violence et conflit. L'interdit anthropologique de la violence, le *Tu ne tueras point*, passe par l'institution du nécessaire conflit démocratique. La démocratie ne peut être que le conflit, le désaccord, permanents, dans l'échange avec l'Autre, l'écoute de l'Autre, la recherche d'un compromis provisoire, de la conviction par l'argumentation critique, raisonnée, argumentée, le droit de changer d'avis. Dans l'acte d'apprendre, c'est le conflit socio-cognitif.

C'est ce que nous devons nous efforcer de faire vivre aux quotidiens de tous les actes d'éducation ou de formation, et au-delà, de tout engagement syndical ou politique, à visée libératrice. Respect, tolérance, empathie... sont des valeurs morales qui se construisent et qui doivent vivre au quotidien de toutes les pratiques qui ne valent que par elles, afin de transformer les pulsions de violence en désirs de conflit. ◆